



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction Générale du Trésor

BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'AFRIQUE DE L'EST ET DE L'OCEAN INDIEN

UNE PUBLICATION DES SERVICES ÉCONOMIQUES DE L'AEOI

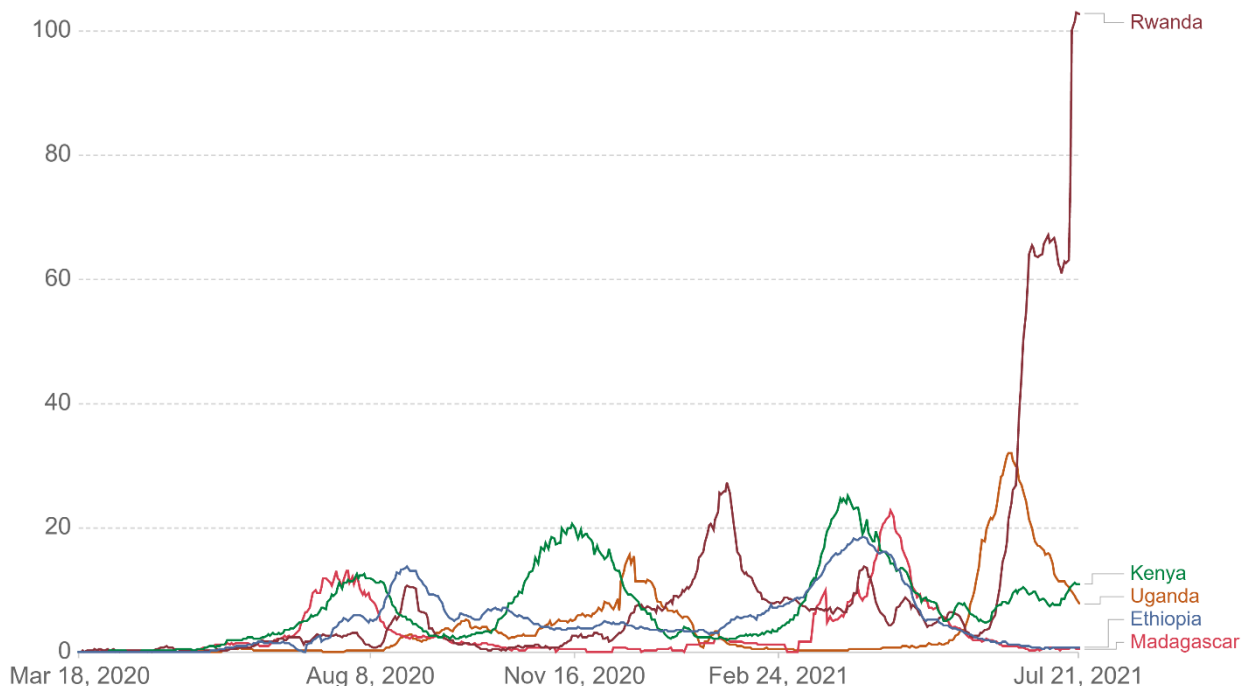
23 JUILLET 2021

Evolution de la situation sanitaire

Daily new confirmed COVID-19 cases per million people

Shown is the rolling 7-day average. The number of confirmed cases is lower than the number of actual cases; the main reason for that is limited testing.

Our World
in Data



Source: Johns Hopkins University CSSE COVID-19 Data

CC BY

Sur la semaine allant du 14 au 21 juillet, le nombre de cas cumulés sur 7 jours a augmenté au Kenya, passant de + 3 695 à + 4 127. Au Rwanda, le nombre de cas cumulés sur 7 jours augmente après un dépistage massif à Kigali, passant de + 5 703 cas à + 9 324 sur la semaine. En Ouganda, la situation continue à s'améliorer, passant de + 3 695 cas cumulés sur 7 jours à + 2 488 sur la semaine alors que les mesures de confinement décrétées par le Gouvernement restent en vigueur.



🍷 La République Démocratique du Congo (RDC) ratifie l'accord ZLECAf

La RDC est devenue, le 9 juillet, le 40^{ème} état signataire de l'accord de Zone de libre-échange contrinentale africaine (ZLECAf) - entré en vigueur le 30 mai 2019 et effectif depuis le 1^{er} janvier 2021 après avoir été signé par 54 pays à l'exception de l'Érythrée. A ce stade, 37 pays ont déposé leurs instruments de ratification. En parallèle, 6 pays (Gambie, Ghana, Guinée, Libéria, Nigéria, Sierra Leone) bénéficient depuis début 2021 d'un projet pilote - financé par l'*Afreximbank* à hauteur de 500,0 MUSD - leur permettant de régler les transactions transfrontalières en devises locales afin de réduire les coûts liés aux taux de change et d'assurer une compensation des paiements.

🍷 Burundi

52 000 personnes touchées par les inondations depuis mars

D'après l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), près de 52 000 burundais auraient été touchés par les inondations depuis mars. Les intempéries, plus fortes et plus longues depuis près de deux ans, ont fait monter le niveau du Lac Tanganyika, entraînant des glissements de terrain et des dégâts importants, en particulier pour les cultures et certaines voies de communication. L'OIM estime ainsi que les pertes agricoles s'élèvent à une année complète de stocks pour 90 % de la population burundaise dépendant de l'agriculture de subsistance. Le pays est classé parmi les 20 pays les plus vulnérables au changement climatique et figure parmi les moins bien préparés, alors que les catastrophes naturelles seraient à l'origine de 85 % des migrations internes du pays, soit près de 108 000 déplacés.

🍷 Comores

Signature d'une convention de financement de 20,0 MEUR pour le Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire

L'Ambassadrice de France aux Comores, le ministère des Finances, du Budget et du Secteur bancaire comorien et l'AFD ont signé le 19 juillet une convention de financement du Projet d'Amélioration de l'Environnement Scolaire (PAES) aux Comores portant sur une subvention de 20,0 MEUR. En tant que composante « éducation » du Plan de Développement France-Comores (PDFC) signé en 2019, il vise le développement du secteur de l'éducation en Union des Comores à travers la réhabilitation et l'extension de 22 écoles primaires (11 à Grande Comore, 7 à Anjouan, 4 à Mohéli), 19 collèges (10 à Grande Comore, 7 à Anjouan et 2 à Mohéli) et 4 lycées de référence à Domoni, Fomboni, Moroni et Mutsamudu.

📍 Djibouti

Ouverture du capital de Djibouti Télécom

Le Gouvernement djiboutien a annoncé le 11 juillet l'ouverture minoritaire du capital de l'opérateur national *Djibouti Télécom*. Avec un chiffre d'affaires annoncé de 120,0 MUSD, et déclarant près de 410 000 abonnés en 2019, l'ambition des pouvoirs publics est de positionner Djibouti en hub pour les Technologies de l'Information et la Communication (TIC) en Afrique de l'Est. Avec les 12 câbles sous-marins atterrissant à Djibouti, le pays est déjà un point de connexion entre l'Asie et l'Afrique.

📍 Érythrée

Pas de brèves cette semaine

📍 Éthiopie

894 MUSD de commodités échangées via l'*Ethiopian Commodity Exchange*

Au cours de l'année fiscale 2020/21, l'*Ethiopian Commodity Exchange (ECX)* - la plateforme publique de commerce de denrées agricoles - a permis l'échange de 39,6 Mds ETB (894,0 MUSD) de produits agricoles non transformés (contre 40 Mds ETB en 2019/20). Le café et le sésame ont représenté 35,0 % et 31,0 % des denrées échangées sur un volume total de 614 000 t. La plateforme ECX est aujourd'hui réservée aux matières premières agricoles (12 produits de base dont le café, les oléagineux et légumineuses), mais un accord a été conclu en mai 2021 avec le Ministère des mines et du pétrole pour pouvoir l'utiliser afin de commercialiser les minerais. La plateforme fournit des services de classement et

de stockage des matières premières, d'appariement de l'offre et de la demande et un système de paiement.

Lancement d'une stratégie pour les paiements digitaux par la Banque centrale

La Banque centrale a publié mi-juillet la *National Digital Payments Strategy (2021-2024)*. Financée en partie par le *Capital Development Fund* (ONU), la stratégie est fondée sur 4 piliers : i) améliorer l'interopérabilité des infrastructures bancaires afin de rendre les paiements moins chers et plus rapides ; ii) favoriser l'inclusion financière digitale sectorielle (tourisme, agriculture) et sociale (segments de la population exclus du système bancaire) ; iii) mettre en place un cadre réglementaire pour les paiements digitaux ; et iv) créer un environnement propice à l'innovation (développer la *Fintech*). Cette réforme s'inscrit dans le cadre du plan *Digital Ethiopia 2025* qui ambitionne de développer la digitalisation de l'économie éthiopienne d'ici à 2025, permettant ainsi d'améliorer l'inclusion financière dans le pays. Néanmoins, le taux de bancarisation reste faible : seulement 35,0 % de la population adulte en 2017 (contre 82,0 % au Kenya et 43,0 % en Afrique sub-saharienne) ; 0,3 % de la population dispose d'un compte mobile (73,0 % au Kenya et 21,0 % en Afrique sub-saharienne).

📍 Kenya

Une nouvelle réglementation des mini-grids au Kenya

L'autorité de régulation de l'énergie et du pétrole (EPRA) travaille actuellement à la mise en œuvre d'une nouvelle réglementation pour 2021, dont un des axes principaux est tourné vers les mini-réseaux électriques. Alors que le pays visait l'atteinte de l'accès universel à l'électricité en

2022, cette nouvelle réglementation doit permettre d'accélérer leur développement dans les zones rurales, en proposant un cadre politique et réglementaire solide: cette mise-à-jour vise d'abord à améliorer les processus de mise en place des *mini-grids* en uniformisant les conditions édictées par les gouvernements locaux et nationaux mais aussi en clarifiant et facilitant l'attribution de licences d'exploitation et d'interconnexion des *mini-grids* avec le réseau national. Afin d'établir une régulation qui prenne en compte les attentes des parties prenantes l'EPRA va mener des réunions consultatives à Lodwar, Mombasa, et à Nairobi. Au moins 280 mini-réseaux électriques supplémentaires devraient être installés d'ici la fin 2022.

Madagascar

Signature de quatre accords de financements avec la Banque Mondiale pour un total de 490,0 MUSD dans le cadre de la relance post-COVID

Le Gouvernement malgache et la Banque Mondiale ont signé le 21 juillet quatre accords de financement consistant en des prêts de l'Association Internationale de Développement (IDA) pour un montant total de 490,0 MUSD. Il s'agit i) du projet de transformation économique pour une croissance inclusive pour 150,0 MUSD ; ii) du projet d'infrastructures routières soutenables de 200,0 MUSD ; iii) du projet de renforcement du système de santé et soutien à l'acquisition de vaccins contre la COVID-19 pour un montant de 100,0 MUSD ; et iv) d'un financement additionnel de 40,0 MUSD au projet de Promotion d'une Agriculture Durable par l'Approche Paysage (PADAP).

Maurice

Mauritius Commercial Bank et *Proparco* contribuent à un investissement total de 34,0 MEUR dans l'opérateur de télécommunication *Africa Mobile Networks*

Un consortium d'investisseurs mené par le gestionnaire de fonds Métier a annoncé le 20 juillet avoir investi un montant total de près de 31,0 MEUR dans le groupe britannique de télécommunications *Africa Mobile Networks Ltd* (AMN). Ce consortium est composé de *Mauritius Commercial Bank* (MCB) ainsi que de trois institutions financières de développement (DFI): *Proparco* (groupe AFD), le britannique CDC et l'allemand DEG. Cette opération vise à financer le projet d'augmentation du nombre de tours de télécommunication du groupe, qui doit passer 2 000 à 5 000 dans plus de 15 pays africains d'ici fin 2023. Le consortium a par ailleurs acquis une part minoritaire significative dans l'actionnariat de la société pour 3,0 MEUR.

Ouganda

Hausse de la pauvreté due au second confinement

Le mois dernier, le président Museveni a annoncé une nouvelle période de restrictions de 42 jours. Les écoles, les rassemblements sociaux, les marchés non alimentaires ont été fermés et tous les transports sont interdits. Ce deuxième confinement, bien que partiel, risque de porter un coup de massue à l'économie ougandaise. Environ 60% de la population étant travailleur indépendant, cela la rend particulièrement vulnérable à un confinement. Selon les estimations, près de 100 000 personnes devraient

perdre leur emploi alors qu'environ 300 000 personnes sont déjà retombées dans la pauvreté à 1,9 USD/j. Le cabinet du Premier Ministre a annoncé que certains ménages recevraient 100 000 UGX (28,1 USD) pour subvenir à leurs besoins. Lors du premier confinement le Gouvernement s'était engagé à verser à la Banque de Développement de l'Ouganda près de 279,0 MUSD pour soutenir les entreprises de production et de transformation, mais seulement 124,0 MUSD avaient réellement été débloqués.

🇷🇼 Rwanda

Kigali se reconfinde tandis que le pays reçoit 30,0 MUSD de la Banque mondiale pour le déploiement de la vaccination COVID-19

Le Rwanda a annoncé le 14 juillet que la ville de Kigali ainsi que 8 autres districts seraient à nouveau confinés pour une période de 9 jours. Ces mesures visent à juguler la progression de l'épidémie qui a connu une forte augmentation ces dernières semaines. Outre un dépistage massif organisé par le Gouvernement durant le weekend (plus de 100 000 tests sur deux jours) le pays peut s'appuyer sur le soutien de la communauté internationale dans sa stratégie sanitaire. La Banque Mondiale a par exemple accordé un financement de 30,0 MUSD supplémentaires pour l'acquisition et le déploiement des vaccins contre la COVID-19. Il s'agit du deuxième financement supplémentaire pour le projet d'intervention d'urgence COVID-19 au Rwanda, ce qui porte à 45,2 MUSD les contributions de la Banque Mondiale à l'intervention sanitaire nationale et à la campagne de vaccination du pays.

🇸🇨 Seychelles

Pas de brèves cette semaine

🇸🇴 Somalie

Pas de brèves cette semaine

🇸🇩 Soudan

Annulation de 60,0 % de la dette vis-à-vis du Club de Paris

Le 15 juillet dernier lors d'une réunion avec le Club de Paris, les autorités soudanaises ont obtenu l'annulation de 14,1 Mds USD, sur un montant total de 23,5 Mds USD, représentant environ 38,5 % de la dette externe totale estimée à plus de 60,0 Mds USD. Le solde de cette dette vis-à-vis du Club de Paris sera rééchelonné avec une période de grâce courant jusqu'en décembre 2024. La plupart des créanciers du Club de Paris devraient en principe annuler l'intégralité de leur créances lors de l'atteinte du point d'achèvement, prévu en juin 2024. Les autorités soudanaises se sont engagées à rechercher de la part de leurs autres créanciers, y compris non membres du Club, un traitement comparable à l'accord obtenu auprès du Club de Paris. Parmi ces principaux créanciers figurent les fonds de développement saoudien, koweïtien et émirati. La réussite de ce processus d'allègement de la dette extérieure soudanaise est essentielle en vue de la réussite de la transition démocratique en cours.

Le Soudan rejoint le système IBAN

Le Soudan a officiellement obtenu le code IBAN attribué par l'autorité SWIFT, avec un enregistrement effectif à compter du 21 juillet. C'est un premier pas pour favoriser les transferts

internationaux. Cependant les banques étrangères attendent encore que le système bancaire soudanais se mette au niveau des standards internationaux pour mettre en place des correspondances bancaires. Ces attentes portent notamment sur le respect des critères d'AML/CFT (*Anti-Money Laundering/ Combating the Financing of Terrorism*), conditions *sine qua non* pour nouer des liens interbancaires internationaux.

📍 Soudan du Sud

Lancement du premier opérateur téléphonique sud-soudanais

Le Président du Soudan du Sud, Salva Kiir, a lancé lundi 12 juillet le tout premier opérateur de télécommunications sud-soudanais, *Digital Network*. Désormais troisième opérateur de télécommunication présent dans le pays, le nouveau réseau devrait accélérer la connectivité des zones qui n'étaient pas desservies par les entreprises de télécommunications étrangères. Dans son allocution, le Président Kiir a déclaré qu'il était important pour le Gouvernement de fournir des services de téléphonie mobile dans les zones reculées afin de permettre au pays de rattraper son retard en matière de technologie numérique. Le réseau sud-soudanais fraîchement créé rejoint ainsi le géant sud-africain de la téléphonie mobile MTN et le koweïtien Zain Telecom, seules entreprises de télécommunications déjà en place sur le marché national.

📍 Tanzanie

Nouveau plan de développement de la capitale commerciale Dar es Salam

Le ministre du Développement des terres, du Logement et des Établissements humains,


William Lukuvi, a déclaré que le nouveau plan directeur de développement visant à améliorer et à moderniser la capitale commerciale encombrée de la Tanzanie, Dar es Salam, a été achevé. Le nouveau plan directeur remplacera la version obsolète de 1979. Lukuvi a déclaré que l'encombrement de Dar es Salaam ne permet pas la construction de nouvelles infrastructures, y compris résidentielles. Il contribuera notamment à améliorer les zones résidentielles grâce à la construction d'immeubles de grande hauteur destinés à densifier l'espace urbain. Le Ministre a également demandé au commissaire régional de Dar es Salam, Amos Makalla, de fixer une date pour le lancement officiel de ce nouveau plan. Dar es Salam est la ville la plus peuplée de Tanzanie, avec une population de l'ordre de 6,4 Mhab.

La Tanzanie et le Burundi pour un renforcement des échanges commerciaux

La Présidente de la Tanzanie, Samia Suluhu Hassan, et le Président du Burundi, Évariste Ndayishimiye, ont exprimé leur volonté de renforcer la coopération commerciale entre leurs deux pays à l'occasion d'une visite officielle de la présidente tanzanienne à Bujumbura les 16 et 17 juillet 2021. À cette occasion, huit accords bilatéraux de coopération ont été signés, sur la tenue de consultations politiques et diplomatiques, le domaine minier, le secteur de l'énergie, l'enseignement du Kiswahili au Burundi et du Français en Tanzanie, dans le domaine agricole et celui de la pêche. Selon les statistiques officielles, les échanges commerciaux entre les deux pays ont récemment augmenté, passant de 83,0 MUSD en 2015 à 200,0 MUSD en 2019.

La Tanzanie accueillera une exposition régionale sur le tourisme en octobre 2021

Le ministre des Ressources naturelles et du Tourisme, Damas Ndumbaro, a annoncé le 16 juillet 2021 que la Tanzanie accueillera l'exposition touristique régionale de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) en octobre 2021. La Tanzanie avait proposé d'organiser l'exposition touristique à Arusha après que le Burundi avait déclaré qu'il n'était pas prêt à organiser l'événement pour 2021. Cette exposition, la première du genre à se tenir dans le pays, vise à promouvoir les attractions touristiques disponibles dans les pays membres de la CAE que sont la Tanzanie, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda, le Burundi et le Soudan du Sud. Elle contribuera également à encourager les acteurs du tourisme, en particulier le secteur privé, à mettre au point des stratégies visant à relancer le secteur qui a été durement touché par la pandémie de COVID-19.



CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET

frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr

Éthiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Éthiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON [anne-](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

[brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr](mailto:anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr)

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Suzanne KOUKOUÏ PRADA

suzanne.koukouiprada@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI

philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS

rafael.santos@dgtresor.gouv.fr

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda :

<https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Quentin DUSSART

quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international